

UN SAHEL COULEUR KAKI. MULTIPLICATION DES ACTEURS, COMPLEXIFICATION DES ENJEUX



SALIM CHENA *

L'attaque d'Inates au Niger, en décembre 2019, et l'ethnisation des violences au Burkina Faso et au Mali confirment la stratégie des groupes jihadistes de nouvelle génération, nourris à l'expérience irako-syrienne qui, tout en se référant à l'imaginaire du jihad global, usent des problématiques locales pour soutenir leur implantation. La présence durable du jihadisme au Sahel illustre autant les difficultés rencontrées par les États saharo-sahéliens à exercer leur souveraineté et assurer leur sécurité, que l'aporie des interventions extérieures dont la stratégie du « tout militaire » touche ses limites, reconnues au sein même de l'état-major français¹. Les États de la zone partagent plusieurs problématiques structurelles : mauvaise gouvernance, pauvreté plus ou moins endémique, environnement menacé, concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, diversité culturelle et ethnique plus ou moins bien gérée par des pouvoirs centraux peu légitimes, démocratisation inachevée, richesse minérale du sous-sol, économie dépendante du commerce extérieur (voire mono-exportatrice), accès à l'emploi difficile, peuples majoritairement jeunes, absence d'infrastructures pour répondre aux besoins primaires des populations, différends frontaliers persistants. L'ensemble de la zone est touché par plusieurs conflits, parfois anciens et irrésolus,

* CHERCHEUR ASSOCIÉ AU LABORATOIRE LES AFRIQUES DANS LE MONDE (UMR 5115 – CNRS/SCIENCES PO. BORDEAUX).

¹ Voir *Le Canard enchaîné* du 31 décembre 2019, et Carayol, 2019.

qui resurgissent épisodiquement en fonction des contextes socio-économiques et politiques locaux, régionaux, voire globaux.

La question de la militarisation continue de l'espace saharo-sahélien depuis une vingtaine d'années interroge tant l'efficacité de la lutte antiterroriste internationale que celle des États concernés. Dans quelle mesure cette militarisation pérennise-t-elle la conflictualité au profit des groupes armés jihadistes locaux et de certains régimes au détriment des populations ? La multiplication des acteurs extrarégionaux, conférant à la zone le statut de « Mecque des bases étrangères », contribue-t-elle réellement à stabiliser la région ? En quoi, au contraire, peut-elle conduire à une *path dependancy* qui aboutirait à davantage d'institutionnalisation et d'intensification de la violence ? Enfin, comment nous informe-t-elle des nouvelles formes prises par la conflictualité depuis le début du 21^e siècle ?

La présence d'un nombre sans cesse croissant d'acteurs étatiques, comme non-étatiques, dans la zone illustre les reconfigurations actuelles de la guerre ; or, l'action de ces acteurs de plus en plus divers oscille entre impuissance et résultats contre-productifs, complexifiant les enjeux de l'insécurité régionale.

76

L'hybridation de la conflictualité au Sahara-Sahel

Les transformations de la conflictualité, dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, se sont traduites par l'émergence de nouveaux acteurs de la violence collective organisée, d'autres modes de confrontations que l'affrontement direct et la dématérialisation des théâtres d'opérations. Ainsi, les acteurs non-étatiques (groupes armés « irréguliers », sociétés militaires privées, individus « isolés ») contestant les gouvernements tendent à supplanter les oppositions violentes entre États ; ceux-ci s'affrontent moins par l'intermédiaire d'armées régulières – grandes consommatrices de ressources humaines, matérielles et financières – qu'au travers de la guerre irrégulière, en recourant à des groupes armés irréguliers comme supplétifs ou par l'intermédiaire de relais (les « *proxies* » de Z. Brzezinski) ; et, enfin, les espaces de la violence ne concernent plus uniquement le champ de bataille « physique » proprement dit, mais incluent désormais l'action psychologique et la propagande, l'économie et le cyberspace. Élie Tenenbaum distingue cinq pratiques de la conflictualité qui caractérisent la guerre hybride : la

stabilisation, la contre-insurrection, le contre-terrorisme, la guerre non conventionnelle et l'assistance étrangère à la défense intérieure (Tenenbaum, 2019 : 90).

Depuis le début du nouveau millénaire, l'espace saharosahélien apparaît indubitablement comme l'un des principaux théâtres de la guerre hybride. L'hybridation de la conflictualité fait intervenir une multiplicité d'acteurs dont les actions se déploient à différentes échelles : mondiale (le « grand jeu »), régionale et plus locale. L'usage de la violence implique dès lors un perfectionnement de son instrumentation de façon à satisfaire des buts de guerre et une mise en mouvement réciproque des différents acteurs à différentes échelles.

La projection de la puissance repose alors sur des « empreintes légères » (*light footprints*) qui agissent sur la « totalité du spectre » conflictuel (*full spectrum*) et implique l'usage de troupes à la fois moins nombreuses, plus mobiles, autonomes et adaptatives – les forces spéciales, les « armées privées » – dont l'action est soutenue par des moyens aériens de surveillance et de combat, nécessite un renseignement politique et opérationnel pour en assurer l'efficacité et se déploie aussi dans les domaines idéologique et communicationnel.

77

Le Sahara-Sahel : nouvel eldorado des bases étrangères

C'est pourquoi l'on voit se multiplier les bases étrangères en Afrique où, notamment dans l'espace saharosahélien, les gouvernements des États ne disposent pas des outils et moyens – voire de la volonté politique – d'assurer eux-mêmes leur sécurité et d'exercer leur souveraineté sur l'ensemble de leur territoire : ce qui les rend davantage susceptibles de subir l'influence ou la pression de puissances étrangères supérieures, souvent dans un processus de *bargaining* politique (renforcement des coalitions ou groupes sociaux ou ethniques au pouvoir) et économique (préservation de leur stratégie de prédation et d'accaparement des ressources).

La France : consolider une présence ancienne

La France, du fait de sa relation historique de dépendance aux ressources de la région, est l'acteur dont la présence est la plus ancienne. Bien que le temps des postes de liaison et de

renseignement de la Françafrique soit révolu, son influence politico-économique et militaire y reste forte, du fait des accords de défense la liant aux régimes africains. Si l'opération Barkhane couvre bien une large zone de l'espace saharo-sahélien, elle est le prolongement de l'opération Épervier, lancée au Tchad en 1986 contre l'expansionnisme kadhafien, et constitue la plus longue opération extérieure des forces armées hexagonales depuis 1945. Son état-major reste d'ailleurs à N'Djamena.

À l'extrémité orientale de la bande sahélienne, elle dispose d'une base à Djibouti – lieu stratégique pour l'accès à la mer Rouge et à la péninsule arabique, sur lesquels débouche le canal de Suez. Entre 2002 et 2015, l'opération Licorne, intervention française en Côte d'Ivoire ayant abouti à l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara, s'est appuyée notamment sur la base de Port-Bouët, et abrite désormais les Forces françaises de Côte d'Ivoire. Depuis le déclenchement de la crise malienne, la France a renforcé sa présence au Niger (Niamey, et Madama jusqu'en juillet 2019) et au Mali (Gao, Tessalit, Bamako). L'opération Barkhane profite aussi de l'appui d'un camp militaire français au Burkina Faso depuis 2008 pour le COS², et des bases de soutien à Abidjan, Dakar et Libreville. La France est donc l'un des acteurs les plus importants et anciens de la militarisation du Sahel; elle a poursuivi cette stratégie en soutenant la constitution des forces du G5 Sahel, qui restent dépendantes de l'extérieur.

Cette vision du tout militaire se trouve cependant de plus en plus critiquée pour son coût financier et humain (Pérouse de Monclos, Hommel, 2019); l'action française au Sahel « continue ainsi d'être marquée par le poids du passé sur la base du pacte postcolonial conclu au moment des indépendances », quitte à « se rendre complice d'exactions que son silence semble approuver » (Pérouse de Monclos, 2019 : 151). Enfin, se reconfigurent aussi des réseaux franco-africains dans le conseil juridico-politique et la communication (Hugeux, 2007). De grands groupes français sont actifs dans les transports, la logistique, les télécommunications, l'énergie et les médias et y ont d'importants intérêts, dans une forme de complémentarité avec la politique étrangère de l'État.

² Commandement des opérations spéciales, qui est actif dans le cadre de la Task Force Sabre au Mali, Niger, Burkina Faso et en Mauritanie, avec les commandos Hubert qui ont aussi participé à la lutte contre les pirates somaliens.

Mathieu Rigouste (2017) souligne ce rôle de laboratoire du Sahel pour les forces armées françaises³ autant que pour la défense des intérêts économiques hexagonaux⁴. La présence française permet de consolider une influence certaine et ancienne dans un contexte international renouvelé, marqué par l'émergence de grandes puissances, parties prenantes de la « ruée vers l'Afrique » contemporaine. Celle-ci entraîne, en retour, une autonomisation accrue des anciennes dépendances du « précarré africain » et remodèle l'ancienne Françafrique en une sorte d'Africafrance (Glaser, 2014).

Les États-Unis : une discrète, mais puissante insertion

Parmi les acteurs extérieurs dont la place au Sahara-Sahel croît depuis vingt ans, les États-Unis sont évidemment les plus puissants avec une large présence d'ampleur diverse (Turse, 2018b). Il revient à Barack Obama d'avoir organisé le premier sommet États-Unis/Afrique en 2014.

Les États-Unis s'installent progressivement au Sahel dès la fin des années 1990 (Abramovici, 2004) avant de lancer leurs propres programmes de coopération, de formation et d'exercices⁵ militaires et sécuritaires dès le milieu des années 2000 (Kandel, 2014) – intégrant la région dans la « guerre globale contre la terreur », en 2012, avec l'opération *Enduring Freedom Trans-Sahara* devenue *Juniper Shield* – qui appuie la France en termes de renseignements et de force de frappe par drones. C'est pourquoi ils possèdent une base à Niamey et une implantation plus discrète en Tunisie, devenue un « allié majeur non membre » de l'OTAN en 2015. Pour intervenir « légèrement » en Afrique, les États-Unis disposent du *United Special Operations Command* (USSOCOM) – qui dirige le *Joint Special Operations Command* (JSOC). Ce dernier est opérationnel

79

³ La France y expérimente plusieurs outils opérationnels de la guerre hybride tels les Groupements tactiques interarmes (GTIA) et les Fantassins à équipements et liaisons intégrés (FELIN).

⁴ Il s'agit de protéger (et d'étendre) les parts de marché des entreprises françaises dans la région, y compris dans le secteur de l'armement, et de sécuriser les approvisionnements en ressources naturelles stratégiques (hydrocarbures, minerais divers, dont l'uranium, les terres rares).

⁵ Ces exercices réguliers bilatéraux se font notamment avec le Maroc, la Tunisie, le Cameroun, la Somalie, l'Ouganda, le Ghana et le Rwanda, auxquels s'ajoute l'ensemble des pays du champ et les partenaires extérieurs dans le cadre des exercices Flintlock.

dans la Corne et au Kenya, espaces à partir desquels il intervient également au Yémen (Scahill, 2014).

En 2007, les États-Unis créent le *United States Africa Command* (Africom) pour superviser la sécurité du continent. Cette « guerre cachée » (Turse, 2015) de Washington au Sahel s'ajoute à un intérêt plus ancien pour la Corne, en Somalie et à Djibouti. Les États-Unis s'impliquent aussi davantage en Éthiopie après le 11-Septembre (Turse, 2017). Les troupes spéciales américaines sont engagées dans des actions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) et des combats directs en Tunisie, Libye, Mauritanie, Somalie, Mali, Niger et au Cameroun (Turse, 2018a ; Morgan, 2018). Plus récemment, dans la lutte contre Boko Haram, c'est au Cameroun, à Garoua, que les États-Unis ont posé pied (Hammer, 2016).

Plusieurs raisons expliquent cet intérêt américain pour le Sahara-Sahel : d'abord, le jihadisme s'étant lui-même mondialisé, il s'agit de combattre et de contenir sa capacité de nuisance ; ensuite, il répond à l'investissement militaire, diplomatique, économique et culturel croissant de la Russie et de la Chine – perçues par l'état-major comme des puissances révisionnistes (Turse, 2019). Bref, si l'implantation américaine au Sahel reste secondaire par rapport au Moyen-Orient et à l'Asie centrale, elle n'en est pas moins réelle et tend à être de plus en plus conséquente de façon à assurer l'équilibre des puissances et la sécurité globale.

L'Union européenne : acteur multilatéral peu efficace et peu rentable

Les politiques sahéniennes de la France et des États-Unis ne sont pas tant concurrentielles, au-delà de l'aspect économique, que complémentaires dans la gestion de leur sécurité collective et leurs intérêts communs. Il en va différemment de l'Union européenne qui peine à agir de façon unitaire. L'absence d'intégration de sa politique extérieure et de défense provient d'une trop grande disparité entre les intérêts nationaux, les cultures et les histoires politiques de ses membres (*a fortiori* depuis l'élargissement [Rouppert, 2014 : 4]), et leur volonté politique et leurs moyens respectifs. C'est pourquoi elle est « quantitativement » moins présente d'une part et elle agit d'une autre manière, d'autre part. En effet, l'UE et ses membres sont peu actifs militairement dans la zone – la France supportant

seule l'essentiel des coûts de la sécurité européenne vis-à-vis du Sahara-Sahel⁶.

L'Union a développé sa « Stratégie pour la sécurité et le développement dans le Sahel » (Rouppert, 2013 ; Lannon, Daguzan, 2019 : 72-80). Ses deux actions principales sont du domaine civil, avec les missions EUCAP Sahel Niger et Mali, pour renforcer les capacités des partenaires locaux. Au Niger, EUCAP Sahel concerne l'ensemble des forces de sécurité pour renforcer l'État de droit et les luttes contre le terrorisme et le crime organisé – et depuis mai 2015 contre les migrations irrégulières. Au Mali, depuis 2014, la mission offre une expertise en conseil stratégique et en formation pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité. EUTMMali, elle, forme et conseille militairement les forces armées et appuie techniquement la force conjointe du G5 Sahel. Depuis 2017, deux experts en sécurité (un civil, un militaire) sont présents dans chaque pays du G5 Sahel. Cette mission a été précédée par EUTM Somalia qui appuyait le gouvernement fédéral et assistait la formation de l'armée. L'Union s'est enfin impliquée dans la résolution de la crise au Darfour. Mais, en Afrique orientale, ces actions « demeurent assez peu institutionnalisées » du fait de la faiblesse des États et de la régionalisation des crises, notamment la porosité existante entre la Corne et le Yémen (Lannon, Daguzan, 2019 : 78-79).

L'approche globale voulue par l'Union implique un volet « développement ». 4 milliards d'euros ont été mobilisés pour la période 2014-2020⁷. Pourtant, aussi bien sur les plans sécuritaires que développementaux, l'impact sur les crises concernées, d'un bout à l'autre de la bande, apparaît minime. La coopération extérieure européenne au Sahel possède un vaste domaine d'action⁸, mais n'a pas vocation à être opérationnelle – ce qui en limite foncièrement l'efficacité et la rentabilité à court et moyen terme.

⁶ Le lancement, fin mars 2020, de la *task force* européenne Takuba s'est aussi réalisé sous patronage français ; la participation européenne y reste marginale. Elle devra se coordonner, ou du moins trouver sa place, vis-à-vis de pas moins de 27 initiatives et processus politico-sécuritaires qui existent dans la zone (Benantar, 2019 : 31).

⁷ Voir « Le partenariat de l'Union européenne avec les pays du G5 Sahel », Bruxelles, 6 décembre 2018, MEMO/18/6670.

⁸ Le développement, la sécurité, la migration, le contre-terrorisme, l'emploi des jeunes et l'aide humanitaire.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union la privera d'un acteur ayant ses entrées en Afrique anglophone et disposant d'une expérience des interventions extérieures mi-militaires mi-humanitaires, en Sierra Leone notamment. Le cas allemand est le plus instructif sur la complémentarité (ou non) des stratégies européennes, nationales ou collectives, avec celles de la France. Privée d'une armée « offensive » depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle s'engage timidement dans une zone qu'elle connaît peu. Il existe une forme de division du travail avec Paris, qui domine l'aspect opérationnel des interventions, et Berlin, qui se limite le plus souvent à des actions de formation strictement encadrées au sein des mandats de l'ONU ou de l'Union européenne au Mali et en Somalie (Drain, 2018 : 92). Bien que conscientes de la nécessité d'une plus grande implication depuis la réunification, les autorités allemandes et la Bundeswehr subissent des contraintes institutionnelles (Parlement, Cour constitutionnelle) et politiques (opinion publique, opposition) (Drain, 2018 : 86, 87-90, 94-96) sans commune mesure avec l'unanimisme et le laxisme des institutions françaises vis-à-vis du contrôle de la politique étrangère et le faible intérêt de l'opinion pour les enjeux de la politique internationale.

Affaiblie par l'europhobie, dominée par une bureaucratie peu lisible, l'Union européenne gagnerait à devenir un acteur opérationnel de la stabilisation et de la construction du Sahara-Sahel. Rassemblant des pays parmi les plus riches, mais ne mettant en œuvre qu'un montant dérisoire en comparaison avec ses moyens et les enjeux du moment, disposant de compétences et de connaissances de haut niveau, d'entreprises de pointe dans le secteur de la sécurité, tout en accueillant d'importantes diasporas originaires du continent, et figurant parmi les modèles de l'État de droit dans le monde, elle possède tous les atouts pour assumer un rôle actif, au-delà de la puissance normative qu'elle reste encore, pour contenir les percées africaines d'autres grandes puissances.

La Russie : le retour d'un acteur de poids dans un nouveau contexte

Car le continent africain n'est pas étranger à la Fédération de Russie. L'Union soviétique défendait l'anticolonialisme dès le congrès de Bakou de 1920 et a soutenu, pour des raisons autant

idéologiques que politiques, les luttes anti-impérialistes. Son influence en Afrique fut importante avec l'envoi de conseillers militaires et politiques, d'une aide au développement, d'un soutien commercial (souvent à perte) et d'accords de défense. L'URSS fut influente dans les régimes communistes (Guinée, Angola, Mozambique, Éthiopie) et « socialisants » avec qui elle coopérait (Égypte nassérienne, Mali, Algérie, Libye, Congo, Tanzanie, Togo, Madagascar). Elle disposait de facilités navales lui permettant un meilleur contrôle des passages maritimes stratégiques.

L'Afrique représente pour elle un enjeu important, par exemple en Méditerranée, avec ses bases navale et aérienne en Syrie et sa coopération avec l'Algérie et la Libye.

Comme les démocraties occidentales, la Russie cherche à conquérir des parts de marché : la valeur de ses échanges avec l'Afrique a été multipliée par 3 entre 2009 et 2017, dépassant les 17 milliards de dollars (Turse, 2019) et conduit Moscou à organiser son premier Forum économique russo-africain en 2019. Les sanctions internationales imposées suite à l'annexion de la Crimée la conduisent à rechercher de nouveaux débouchés. Elle investit particulièrement dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation énergétique et minière. Elle entend également capitaliser son savoir-faire dans le nucléaire civil. Ces trois points forts de la politique de puissance russe sont complétés par les questions militaires (Kalika, 2013). Il s'agit pour elle de se rendre incontournable dans un monde multipolaire, de briser son isolement diplomatique et d'obtenir des soutiens pour sa politique extérieure en Ukraine et en Syrie (Tchoubar, 2019 : 4-5).

Au Sahara-Sahel, l'influence militaire russe croît tendanciellement depuis quelques années (Vigne, 2019 ; Tchoubar, 2019). Au Mali, cela s'est traduit par un accord de coopération signé en 2019 et la vente de deux hélicoptères, réactivant les liens des premiers temps de l'indépendance. Elle exporte donc ses armements, étant le premier fournisseur du continent entre 2009 et 2018. En Centrafrique, elle a formé des soldats, vendu des armes et obtenu la protection du président Taouéra. Elle forme aussi des militaires tchadiens. En 2017, de nombreux pays ont entamé une coopération militaire avec la Russie⁹, quand d'autres ont renouvelé

⁹ Guinée-Bissau, Niger, Centrafrique, Sierra-Leone, Zambie, Tanzanie, Botswana, Burundi, Madagascar.

ces programmes¹⁰ (Tchoubar, 2019 : 2). Affirmant promouvoir la stabilité et la sécurité du continent, elle s'est rapprochée du Burkina Faso dans la lutte antiterroriste.

La particularité de cette coopération est de passer par des sociétés militaires privées, soupçonnées d'être des « faux-nez » du Kremlin (Vigne, 2019 : 4 ; Marchal, 2019 : 12). Ces « experts » et « consultants » russes aident les régimes en place face à des mouvements contestataires, notamment au Soudan (au moins du temps d'O. El Bechir) et en Centrafrique, et soutiennent activement K. Haftar en Libye. L'hybridation de la stratégie russe passe enfin par l'influence médiatique et culturelle (Tchoubar, 2019 : 3-4 ; Leboeuf, 2019 : 26) : une nouvelle fois, E. Macron a dénoncé l'influence de Moscou dans la diffusion des sentiments antifrançais lors de l'ouverture du Sommet du G5 Sahel de Pau le 13 janvier 2020.

Kalika reste néanmoins mesuré sur l'influence russe en Afrique : « Nain économique du continent, Moscou a finalement plus besoin de l'Afrique, réservoir immense de ressources naturelles, que l'Afrique n'a besoin de la Russie » (Kalika, 2019 : 27). Pour le moment, l'opposition russo-occidentale en Afrique reste secondaire, par rapport à d'autres théâtres (Europe et Asie centrales, Moyen-Orient) et inquiète moins que la pénétration chinoise.

La Chine : l'importun opportuniste

Comme la Russie d'aujourd'hui, la République populaire de Chine peut se prévaloir d'avoir été un compagnon de route des indépendances africaines : l'afro-asiatisme ayant constitué la matrice du tiers-mondisme. Le Mali, le Ghana et la Guinée ont été « en pointe » dans ces relations, étendues à l'Égypte, au Maroc, à l'Algérie, au Soudan, à l'Éthiopie, à la Somalie et à la Tunisie lors de la tournée historique de Chou En-Laï en 1964 (Bart, 2011). Les fruits des réformes menées par Deng Xiaoping ont plus tard permis de valoriser des relations économiques présentées comme mutuellement bénéfiques : la Chine fournit des biens manufacturés, des équipements et des infrastructures à bas coût, en échange d'un accès aux ressources naturelles. Elle a pour elle de ne pas conditionner ses échanges au respect des droits fondamentaux

¹⁰ Au Sahel : Mali, Burkina-Faso, Nigeria, Tchad, Soudan, Éthiopie.

et à la lutte contre la corruption, tout en se posant en modèle de développement. La présence chinoise n'en est pas moins opportuniste dans la mesure où elle sert ses propres entreprises, charrie ses propres travailleurs et repose sur ses propres produits. Ainsi est née la « Chinafrique » (Beuret, Michel, 2011).

Elle importune les acteurs du jeu politico-économique traditionnel, au premier rang desquels la France. Le cas du Niger est révélateur : la France bénéficiait jusqu'en 2007 d'un monopole de fait sur l'exploitation de l'uranium, indispensable à son indépendance énergétique ; mais, avant d'être renversé par l'armée qui s'opposait à sa volonté de rester au pouvoir au-delà de la limite de mandats définie par la constitution, Mamadou Tandja avait rompu ce pacte tacite en accordant des concessions à d'autres groupes étrangers, notamment chinois. Elle pénètre le continent dans le domaine des hydrocarbures, de l'aménagement et des travaux publics en Angola, au Soudan, en Algérie, au Cameroun et au Nigeria notamment. Outre le pétrole et le commerce, la Chine est en quête d'appuis diplomatiques dans sa stratégie d'isolement de Taïwan (Lafargue, 2005). La RPC est aussi en quête de minerais, de produits agricoles ou forestiers et de terres arables (Bart, 2011).

Enfin, comme la Russie avec la *Russkiy Mir Foundation* présente dans 9 pays, la Chine s'implante culturellement avec des instituts Confucius qui, absents du continent en 2004, sont aujourd'hui présents dans 48 pays (Turse, 2019). En installant des relais radio pour diffuser sa conception du monde, elle met en scène sa diplomatie, soutient les intérêts des pouvoirs en place et affaiblit les audiovisuels extérieurs occidentaux (Mihoubi, 2019). Entrepreneurs-migrants (Bertoncello, Bredeloup, 2009), universités (Bel, Feussi, 2015) et étudiants (Bredeloup, 2014) sont des acteurs à part entière de l'influence chinoise en Afrique.

La Chine accompagne à son tour la militarisation du Sahel. Elle a tenu son premier Forum de paix et de sécurité sino-africain à l'automne 2019. Mais ce sont surtout ses armes qui alimentent la conflictualité régionale : les ventes d'armes chinoises ont grimpé de moitié sous Xi Jinping, un tiers du total des armes importées en Afrique sont maintenant chinoises¹¹. Celles-ci, de première ou de seconde main, par des circuits détournés ou des commandes

¹¹ TV5 Monde, 15 juillet 2019, en ligne : <<https://information.tv5monde.com/afrique/la-présence-militaire-de-la-chine-en-afrique-en-5-chiffres-cles-311476>>.

officielles, contournant souvent les embargos internationaux, se retrouvent entre les mains des armées régulières comme des groupes armés en Côte d'Ivoire, au Soudan, au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie ou en Libye (CAR, 2016). La Chine a ouvert sa première base militaire à l'étranger à Djibouti en 2017. « Plus de 2 500 militaires chinois servent ainsi sous la bannière de l'ONU en Afrique [...] . Avec 1 052 soldats au Soudan du Sud, 666 au Liberia et 402 au Mali, la Chine est déjà très présente sur le continent »¹². Le grand écart entre discours prônant la stabilité et circulations irrégulières d'armes laisse entrevoir un impact ambigu de la Chine sur la militarisation de la région.

Cependant, comme pour la Russie, la place de la Chine dans les secteurs commerciaux, politiques et militaires au Sahel reste minime (Lafargue, 2009) rapportée à l'importance de ses échanges (commerce, investissement) avec le reste du monde et à son armée pléthorique concentrée sur les enjeux régionaux (vis-à-vis de Taïwan, d'Hong Kong ou de la mer de Chine). Bien que croissante, l'influence chinoise en Afrique apparaît moins directement disruptive que celle, récente, des pays du Golfe par exemple.

Les monarchies du Golfe : une guerre par procuration au Sahara-Sahel

Contrairement aux puissances émergentes autoritaires dont le poids global sur la sécurité du Sahel est encore limité et aux puissances occidentales démocratiques qui cherchent à protéger leurs intérêts dans la zone, les monarchies absolues du Golfe constituent les véritables nouveaux entrants dans l'espace saharosahélien. Depuis l'éclatement en 2017 d'une crise diplomatique au sein du Conseil de coopération du Golfe (GCC) se joue une guerre par procuration entre Arabie Saoudite et Émirats arabes unis (EAU), d'un côté, et le Qatar de l'autre. Celle-ci s'est développée au gré des luttes d'influence autour du leadership, tant politique que religieux, dans la zone « MENA » (*Middle East-North Africa*) à la suite des « Printemps arabes » ; ces régimes conservateurs ont

¹² *Le Monde Afrique*, 17 juillet 2017, en ligne : <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/17/djibouti-l-avant-poste-militaire-de-la-chine-en-afrique_5161535_3212.html>.

utilisé l'ensemble des outils de la guerre hybride pour se contrer mutuellement.

D'une part, la puissance de ces États (micro-États pour le Qatar et les EAU) est récente et s'est bâtie sur les transformations de l'économie politique internationale des hydrocarbures. D'autre part, ces monarchies conservatrices, à la légitimité traditionnelle et religieuse, sont sorties de la péninsule arabique suite à la mise en place de régimes prosoviétiques laïcs puis à la révolution iranienne (et à son expansionnisme messianique émancipateur et républicain)¹³.

Ainsi, il s'est agi d'exporter un modèle théologico-politique hégémonique du Maroc à l'Indonésie. Au Sahara-Sahel, dès les années 1950 au Mali par exemple, la tendance wahhabite commence à s'implanter parmi les élites, en surfant notamment sur le sentiment anticolonial. Grâce aux pétrodollars, l'Arabie Saoudite a pu financer de nombreuses écoles, universités coraniques et mosquées wahhabites, tout en accueillant des étudiants dans ses universités religieuses – le cas plus connu étant Mahmoud Dicko. Cela a eu pour effet de délégitimer les élites musulmanes traditionnelles et de réintroduire la langue arabe – quitte à la rendre majoritaire dans l'Université islamique du Sahel au Niger.

D'abord culturelle et confessionnelle, cette projection arabo-musulmane du Golfe au Sahel est progressivement devenue militaire. L'Arabie Saoudite, par exemple, a financé l'achat des avions français Rafale par l'Égypte d'A. Al Sissi. Les EAU, puissance militaire régionale, s'imposent progressivement comme des intermédiaires du marché de l'armement. Les EAU développent leur coopération militaire avec le Mali¹⁴, le Niger¹⁵, la Mauritanie et le Burkina Faso¹⁶ et renforcent leur présence dans la Corne en s'installant au Somaliland. Ils disposent déjà d'une base en

¹³ Il existe, outre la diaspora libanaise, plusieurs minorités chiites en Afrique, notamment au Nigeria.

¹⁴ En fournissant 30 véhicules blindés sous forme de dons et avec des investissements de leur fonds souverain.

¹⁵ En négociant l'implantation d'une base militaire.

¹⁶ Aux rumeurs d'installation d'une base militaire aérienne émirienne au nord-est de la Mauritanie s'ajoutent, en février 2020, une aide de 2 milliards de dollars à la Mauritanie et la signature d'accords et de protocoles d'accords (non précisés) suite à une visite officielle du président mauritanien à Abu Dhabi – visite précédée de quelques jours par celle du président burkinabé.

Érythrée. D'aucuns accusent même les monarchies du Golfe d'avoir entretenu des relations troubles avec les groupes armés jihadistes de l'espace saharo-sahélien (Ratignier, Péan, 2014 : chapitre 21)¹⁷. L'implantation des EAU soutient leur implication dans les crises libyenne et yéménite.

Au Mali, l'influence wahhabite est présente au travers du Haut Conseil Islamique Malien (HCIM) qui mène des campagnes anti-Barkhane et anti-Minusma, visant en dernier ressort la France. La volonté de déplacement du siège du G5 Sahel dans le quartier de Badaladougou a provoqué une vive contestation des habitants où se trouve la mosquée de l'imam Dicko. Au Niger, la retraditionalisation confessionnelle s'est traduite par les émeutes anti-françaises de décembre 2015 qui ont mis au jour la radicalité d'une partie de la jeunesse, qui s'était déjà exprimée en 2012 (Sambe, 2018). Le Qatar est lui aussi présent au Mali depuis le début du 21^e siècle, avec *Qatar Charity*, et est même soupçonné par certains d'avoir favorisé le déclenchement du soulèvement libyen (Ratignier, Péan, 2014 : chapitre 17)¹⁸.

88

Le cas libyen : des acteurs militaires privés et para-étatiques ?

La lutte par alliés interposés entre les pays du Golfe se retrouve en Libye où Émiriens et Qatariens ont participé à la chute de la *Jamahirriyya* en soutenant des factions belligérantes, par l'appui aérien à la rébellion, l'envoi d'armes ou par le biais de forces spéciales sur place (Chesnot, Malbrunot, 2013 : chapitre 9 ; Chesnot, 2016 : chapitre 5).

Différentes coalitions concurrentes, soutenues (si ce n'est suscitées) de l'extérieur de la région, font intervenir de nouveaux acteurs de l'hybridation de la guerre. Ce que la presse qualifie de « mercenariat » n'est pas sans relation avec les intérêts politiques, diplomatiques et militaires étatiques. Des soldats irréguliers

¹⁷ RFI, 2 novembre 2012, en ligne : <<http://www.rfi.fr/afrique/20121102-qatar-croissant-rouge-qatarien-mali-nord-mujao-aide-hopital-gao>> ; RFI, 6 novembre 2012, <<http://www.rfi.fr/mfi/20121106-qatar-double-jeu-nord-mali>>.

¹⁸ Sur fond d'investissements gaziers et de volonté d'assurer l'influence qatarienne sur la Tunisie et l'Égypte révolutionnaires et fréristes. Voir également le documentaire : Patrick Charles-Messance, « Gaz et pétrole : guerres secrètes », 52 minutes, TV Presse/Canal+, 2012.

soudanais sont ainsi nombreux à soutenir le camp d'Haftar, notamment depuis la chute d'El Bechir en avril 2019 – au moment même du lancement de son offensive surprise sur Tripoli (Burke, Mohammed Salih, 2019 ; Cherfaoui, 2019). En réponse, de nombreux soldats syriens sont envoyés en janvier 2020 pour soutenir le gouvernement Al Sarraj ; ils viendraient de l'Armée syrienne libre qu'avait soutenue Ankara, proche du Qatar frériste, auraient acquis la nationalité turque et sont sous contrat avec Tripoli (McKernan, Akoush, 2020).

Cela avait été précédé, au croisement des années 2019 et 2020, par une montée des tensions : le parlement turc avait autorisé une implication militaire en Libye, si le gouvernement d'union nationale de Tripoli en faisait la demande. Cette influence turque en Libye passerait par une société militaire privée, présente dès 2013 et dirigée par un ancien général turc, devenu conseiller militaire d'Erdogan (Bensaâd, 2020 ; Andlauer, 2020). La Russie, pro-Haftar, serait présente avec sa propre société militaire privée (Cherfaoui, 2020), propriété d'un proche du Kremlin¹⁹. Quant aux soldats de fortune ukrainiens, biélorusses et américains, ils agissent pour le compte de Tripoli (Cherfaoui, 2020).

89

Une complexification des enjeux sans précédent, ne résolvant pas les crises originelles

Cette pénétration tous azimuts d'acteurs extérieurs dans une région peu puissante, mais à l'importance stratégique globale dans les domaines sécuritaire, économique, énergétique et diplomatique, rend la résolution des crises, dont les origines sont déjà profondément ancrées dans l'anthropologie, la politique et la socio-économie locales, encore plus difficile. Elle intrique des intérêts locaux, régionaux et globaux, d'acteurs étatiques et non-étatiques, s'alliant, coopérant ou s'affrontant en fonction d'opportunités conjoncturelles dans le cadre de stratégies pouvant se reconfigurer rapidement.

D'abord, les enjeux premiers de ces crises passent désormais au second plan : au Mali, l'application des Accords d'Alger reste imparfaite, sinon nulle ; en Libye, la conférence de Berlin de

¹⁹ Rédaction Afrique-France Télévisions, « Qui est le groupe Wagner, pourvoyeur de mercenaires russes en Centrafrique ? », *France Info*, 29 janvier 2019.

janvier 2020 n'aboutit qu'à des engagements violés dès les jours suivants. Ainsi, des enjeux extérieurs parasitent constamment les tentatives de conciliation entre belligérants.

Ensuite, ce qui s'apparente de plus en plus à de l'ingérence ne produit aucun résultat concret dans la lutte antiterroriste : les factions de la mouvance Boko Haram ne cessent d'étendre leur zone d'influence autour du lac Tchad ; le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans d'Ag Ghali poursuit ses activités, allié à Al Qaïda, et avec la filiale locale de Daech, s'ils s'affrontent, ils cherchent surtout à se partager un territoire. La débandade des forces armées maliennes lors de l'offensive touarègue et jihadiste de 2012-2013 montre, elle, les limites des programmes de formation et d'équipement occidentaux face à des commandements et gouvernements peu légitimes.

Enfin, les perceptions des sociétés civiles locales sont aussi sujettes à récupération, faisant prospérer les théories complotistes et alimentant les sentiments anti-occidentaux (Tisseron, 2017).

90

Le développement, tant économique que politique, est vite oublié. A. Antil souligne la faillite des « élites étatiques sahéniennes », qui fait que les insécurités « ne sont que la partie la plus visible d'un décrochage plus général des États sur leurs propres territoires » (Antil, 2019 : 98). M.-A. Pérouse de Monclos remarque que « dans tous les cas, l'aide n'est jamais qu'un pis-aller et ne remplacera pas les efforts à long terme de construction des États. La solution de la crise du Sahel est d'abord politique. Elle viendra en grande partie de l'amélioration de la gouvernance de régimes corrompus et souvent autoritaires » (Pérouse de Monclos, 2019 : 151).

Il convient, en dernier lieu de s'interroger sur la pertinence et les soubassements de cette militarisation croissante du Sahel qui s'apparente à un sous-produit d'acteurs extérieurs entrant dans des relations de puissances asymétriques et poursuivant des intérêts nationaux et privés, quand les pouvoirs locaux y trouvent des moyens de consolidation autoritaire sans que les populations n'en profitent le moins du monde.

Bibliographie

- Abramovici Pierre (2004), « Conseillers spéciaux, coopération technique, accords tous azimuts. Activisme militaire de Washington en Afrique », *Le Monde diplomatique*, juin.

SAHEL : MULTIPLICATION DES ACTEURS, COMPLEXIFICATION DES ENJEUX

- Antil Alain (2019), « Sahel : soubassements d'un désastre », *Politique étrangère*, n° 3/2019, automne, p. 89-98.
- Andlauer Anne (2020), « Sadat, une société turque de conseil militaire, reviendra-t-elle en Libye ? », *RFI*, 2 janvier.
- Bart François (2011), « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », *Les Cahiers d'outre-mer*, n° 253-254, p. 193-208.
- Bel David, Feussi Valentin (2015), « La Chinafrique en contextes universitaires », *Recherches en didactiques des langues et des cultures*, vol. 12, n° 1, en ligne : <<http://journals.openedition.org/rdlc/366>>.
- Benantar Abdennour (2019), *Les initiatives de sécurité au Maghreb et au Sahel. Le G5 Sahel mis à l'épreuve*, Paris, FRS/L'Harmattan.
- Bensaâd Ali (2019), « Libye-Tchad. La France lâche les Toubous et étend la guerre », *Orient XXI*, 13 mars.
- Bensaâd Ali (2020), « Libye. Le fatal soutien de la Turquie », *Orient XXI*, 20 janvier.
- Bertoncello Brigitte, Bredeloup Sylvie (2009), « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25, n° 1, p. 45-70.
- Burke Jason, Mohammed Salih Zeinab (2019), « Mercenaries flock to Libya raising fears of prolonged war », *The Guardian*, 24 décembre.
- Carayol Rémi (2019), « Les impasses de l'option sécuritaire. Sahel, les militaires évincent le Quai d'Orsay », *Le Monde diplomatique*, juillet.
- Chena Salim (2020), « Projection de la dissension : le Golfe dans les crises sahélo-sahariennes », in Abdennour Benantar (dir.), *Pays du Maghreb face à la crise entre les monarchies du Golfe*, Paris, L'Harmattan, à paraître.
- Chesnot Christian (2016), *Nos très chers émirs. Sont-ils vraiment nos amis ?*, Paris, Michel Lafon.
- Chesnot Christian, Malbrunot Georges (2013), *Qatar. Les secrets du coffre fort*, Paris, Michel Lafon.
- Cherfaoui Zine (2019), « Crise libyenne : Haftar fait appel à des mercenaires pour conquérir Tripoli », *El Watan*, 30 juillet.
- Cherfaoui Zine (2020), « Maghreb : Libye, nouvelle Mecque des mercenaires », *El Watan*, 2 janvier.
- Drain Michel (2018), « L'Allemagne et les opérations militaires extérieures (OPEX). Quelle coopération avec la France ? », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 226, p. 85-99.
- Forestier Patrick (2019), « Tchad : comment les rebelles sont tombés dans un piège », *Le Point*, 9 février.
- Glaser Antoine (2014), *AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu*, Paris, Fayard.
- Hammer Joshua (2016), « Hunting Boko Haram. The U.S. Extends Its Drone War Deeper Into Africa With Secretive Base », *The Intercept*, 25 février.
- Henrotin Joseph (dir.) (2016), « Hybridité et guerre hybride », *Stratégie*, n° 111.
- Hugué Vincent (2007), « La Francafrique fait de la résistance. Communicants, journalistes et juristes français à l'heure de la deuxième décolonisation », *Politique africaine*, n° 105, p. 126-139.
- Kalika Arnaud (2013), *La pensée stratégique russe aujourd'hui*, note de recherche stratégique, n° 4, septembre, Irsem.
- Kandel Maya (dir.) (2014), « La stratégie américaine en Afrique », *Étude de l'Irsem*, n° 36.
- Lafargue François (2005), « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives chinoises*, n° 90, juillet-août, en ligne : <<http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/900>>.

SALIM CHENA

- Lafargue François (2009), « La Chine en Afrique. Une présence limitée et une puissance contrariée », *Perspectives chinoises*, n° 106, janvier-mars, p. 88-94.
- Lannon Erwan, Daguzan Jean-François (2019), *Cartographie des activités de l'Union européenne liées à la sécurité et à la défense en Méditerranée et dans le monde arabe*, mai, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel.
- Leboeuf Aline (2019), *La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, russe et chinoise*, Focus stratégique, Focus stratégique, n° 91, août, Ifri.
- Marchal Roland (2019), *La Russie et la Corne de l'Afrique : anachronismes ou nouvelles configurations ?*, note d'actualité, n° 4, Observatoire de l'Afrique de l'Est.
- McKernan Bethan, Akoush Hussein (2020), « Exclusive : 2,000 Syrian fighters deployed to Libya to support government », *The Guardian*, 15 janvier.
- Mihoubi Selma (2019), « La stratégie d'implantation de Radio Chine Internationale (RCI) en Afrique sahélienne », *Norois*, n° 252, p. 89-102.
- Morgan Wesley (2018), « Behind The Secret U.S. War in Africa », *Politico*, 7 février.
- Pérouse de Monclos Marc-Antoine (2019), « La politique de la France au Sahel : une vision militaire », *Hérodote*, n° 172, p. 137-152.
- Pérouse de Monclos Marc-Antoine, Hommel Thierry (2019), « La France militaire en Afrique : un mauvais investissement économique », *The Conversation*, 24 septembre.
- Ratiignier Vanessa, Péan Pierre (2014), *Une France sous influence. Quand le Qatar fait de notre pays son terrain de jeu*, Paris, Fayard.
- Rigouste Mathieu (2017), « Que fait l'armée française au Sahel ? », *Orient XXI*, 13 octobre, en ligne : <<https://orientxxi.info/magazine/que-fait-l-armee-francaise-au-sahel,2041>>.
- Rouppert Béangère (2013), « La Stratégie de l'UE pour le développement et la sécurité au Sahel (2011-2013). Des efforts à pérenniser », *Recherches internationales*, n° 97, octobre-décembre, p. 179-196.
- Rouppert Béangère (2014), *L'UE et ses États membres au Sahel : quelle présence et quels modes d'action ?*, Note d'analyse du GRIP, 15 septembre.
- Sambe Bakary (dir.) (2018), *La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder*, Genève, OIM, 2018.
- Scahill Jeremy (2014), *Dirty Wars. Le nouvel art de la guerre*, Montréal, Lux Éditeur.
- Scahill Jeremy (2017), *La machine à tuer. La guerre des drones*, Montréal, Lux Éditeur.
- Sellami Mourad (2019), « Crise libyenne : Pourquoi Haftar a déclaré la guerre aux rebelles tchadiens », *El Watan*, 4 février.
- Tchoubar Poline (2019), *La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens, nouveaux acteurs*, Note, n° 21/19, 11 octobre, Fondation pour la Recherche stratégique.
- Tenenbaum Élie (2015), *Le piège de la guerre hybride*, Focus stratégique, n° 63, Paris, Ifri.
- Tenenbaum Élie (2019), « Les États-Unis au défi des guerres irrégulières », *Politique américaine*, n° 33, 2019, p. 89-112.
- Tisseron Antonin (2017), « Regards locaux sur le terrorisme. Quelques remarques à propos du Niger », *Dynamiques internationales*, n° 12, janvier, en ligne : <<https://www.dynamiques-internationales.com>>.
- Turse Nick (2015), « In Mali and rest of Africa, the U.S. fights a hidden war », *The Intercept*, 20 novembre.
- Turse Nick (2017), « How The NSA Built a Secret Surveillance Network for Ethiopia », *The Intercept*, 13 septembre.
- Turse Nick (2018a), « U.S. Secret Wars in Africa Rage On, Despite Talk Of Downsizing », *The Intercept*, 26 juillet.
- Turse Nick (2018b), « U.S. Military Says It Has a "Light Footprint" in Africa. These Documents Show a Vast Network of Bases », *The Intercept*, 1^{er} décembre.

SAHEL : MULTIPLICATION DES ACTEURS, COMPLEXIFICATION DES ENJEUX

- Turse Nick (2019), « U.S. Generals Worry About Rising Russian And Chinese Influence In Africa, Documents Show », *The Intercept*, 13 août.
- Vigne Eleftheris (2019), *Le retour de la Russie en Afrique subsaharienne: quels fondements ?*, Éclairage du GRIP, 20 septembre.

Résumé :

Cet article étudie la militarisation continue de l'espace saharo-sahélien depuis une vingtaine d'années, qui s'est accélérée avec les crises libyenne et malienne. Les acteurs étatiques extérieurs s'engagent dans des programmes de coopération militaire avec les États de la région et, plus récemment, ils font intervenir des sociétés militaires privées. Les États-Unis, la Russie, les puissances européennes, la Chine ou les monarchies du Golfe rivalisent dans leurs recherches d'appuis diplomatiques, l'installation de bases stratégiques et la fourniture d'équipements. La région se trouve alors prise dans des enjeux plus larges de politique internationale, n'aidant pas à résoudre ses difficultés propres, dans le cadre d'une nouvelle ruée vers l'Afrique. En passant en revue les présences extérieures et les intérêts qu'elles défendent, cet article cherche à mettre en évidence la complexification de la politique régionale, dont les conséquences profitent davantage aux régimes en place qu'aux populations.